Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 107° — Numero 209

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - **Mercoledì, 24 agosto 1966** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 6508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA

Concessione di ricompensa al valor militare

Decreto presidenziale 27 maggio 1966, registrato alla Corte dei conti, addì 14 luglio 1966, registro n. 39 Esercito, foglio n. 36

E' concessa al sottonotato ufficiale la croce al valor militare in commutazione della croce al merito di guerra già conferitagli da comando mobilitato per atto specifico di valore compiuto in combattimento durante la guerra 1915-1918;

Determinazione del Comando della 35ª Divisione in data 1° agosto 1918

DE CRISTOFARO Vincenzo, nato a Catania l'8 settembre 1897, tenente 86ª compagnia zappatori (ora maggiore genio c.p.l. R.O.). — Appena iniziato il bombardamento nemico di preparazione, con calma e sprezzo del pericolo, adunati gli uomini del proprio plotone zappatori, concorreva efficacemente con essi alla difesa della linea minacciata. — Quota 1050 Macedonia Serba, 19 luglio 1918.

(6500)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 13 luglio 1966, n. **649**.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea relativa al regime doganale delle piattaforme di scarico utilizzate nei trasporti internazionali, adottata a Ginevra il 9 dicembre 1960.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea relativa al regime doganale delle piattaforme di scarico utilizzate nei trasporti internazionali adottata Ginevra il 9 dicembre 1960.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità al disposto dell'articolo 7 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 luglio 1966.

SARAGAT

MORO — FANFANI — PRETI — SCALFARO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Convention européenne relative au régime douanier des palettes utilisées dans les transports internationaux

Les Parties contractantes, constatant l'extension de l'emploi des palettes dans les transports internationaux, notamment grâce à l'utilisation en commun de ces dispositifs,

Désireuses, pour faciliter les transports internationaux et en réduire le coût, de favoriser cette extension,

Sont convenues de ce qui suit:

CHAPITRE Ier

Dispositions générales

Article premier

1. Aux fins de la présente Convention, on entend:

a) par « droits et taxes d'entrée », non seulement les droits de douane, mais aussi tous droits et taxes quelconques exigibles du fait de l'importation;

b) par « palette », un dispositif sur le plancher duquel peut être groupée une certaine quantité de marchandises afin de constituer une unité de charge en vue de son transport ou en vue de sa manutention ou de son gerbage à l'aide d'appareils mécaniques. Ce dispositif est constitué soit par deux planchers reliés entre eux par des entretoises, soit par un plancher reposant sur des pieds; sa hauteur totale est aussi réduite que possible tout en permettant la manutention par chariots élévateurs à fourche ou transpalettes; il peut être muni ou non d'une superstructure;

c) par « personnes », à la fois les personnes physiques et les personnes morales.

2. La présente Convention s'applique aux palettes importées sur le territoire d'une Partie contractante en provenance du territoire d'une autre Partie contractante.

Article 2

1. Chaque Partie contractante admettra les palettes à l'importation en franchise des droits et taxes d'entrée, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à la condition:

a) qu'elles aient été exportées préalablement ou qu'elles soient réexportées ultérieurement; ou

b) qu'un nombre égal de palettes de même type et de valeur sensiblement égale ait été exporté préalablement ou soit exporté ultérieurement.

2. Sous réserve des dispositions de l'article 3 de la présente Convention, la procédure et les modalités d'application du régime prévu au paragraphe 1 du présent article seront déterminées par la réglementation de chacune des Parties contractantes. Cette réglementation pourra notamment comprendre des disposi-

tions destinées à empêcher qu'il ne puisse être importé à titre définitif en franchise des droits et taxes d'entrée un plus grand nombre de palettes qu'il n'en a été ou qu'il n'en sera exporté.

3. Chaque Partie contractante s'efforcera d'appliquer des formalités aussi simples que possible et, notamment, de ne pas exiger la constitution d'une garantie des droits et taxes d'entrée.

Article 3

1. Chaque Partie contractante appliquera les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention sans exiger pour les importations et les exportations ni la production d'un document douanier ni la constitution d'une garantie des droits et taxes d'entrée aux palettes utilisées en commun en vertu d'un accord aux termes duquel les participants à l'accord:

a) échangent entre eux, de pays à pays, des palettes de même type à l'occasion d'opérations comprenant des transports internationaux de marchandises,

b) tiennent, par type de palettes, le décompte du nombre des palettes ainsi échangées de pays à pays, et

c) s'engagent à se livrer dans un délai déterminé le nombre de palettes de chaque type nécessaire pour compenser, à intervalles périodiques, sur une base bilatérale ou multilatérale, les soldes des comptes ainsi tenus.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne seront appliquées que

a) si les palettes sont munies d'une marque conforme à celle prévue à l'accord d'utilisation en commun, et

b) si l'accord d'utilisation en commun a été communiqué aux administrations douanières des Parties contractantes intéressées et si celles-ci l'ont jugé acceptable, estimant les types de palettes suffisamment définis et l'exécution correcte de l'accord suffisamment garantie.

Article 4

Chaque Partie contractante se réserve le droit de percevoir les droits et taxes intérieurs ainsi que, le cas échéant, les droits et taxes d'entrée en vigueur dans son pays pour les palettes qui ont fait l'objet d'un achat ou d'un contrat similaire de la part de personnes domiciliées ou établies sur son territoire. Chaque Partie contractante se réserve aussi le droit de refuser, pour les palettes exportées sous le régime de la présente Convention, la restitution de droits ou taxes ou l'octroi de tout ou partie d'autres avantages éventuellement prévus en cas d'exportation.

Article 5

La présente Convention ne s'oppose pas à l'octroi pour les importations et exportations de palettes de facilités plus grandes que celles qui y sont prévues.

CHAPITRE II

Dispositions finales

Article 6

1. Les pays membres de la Commission économique pour l'Europe et les pays admis à la Commission à titre consultatif, conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission, peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention:

a) en la signant,

b) en la ratifiant après l'avoir signée sous réserve de ratification, ou

c) en y adhérant.

2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe, en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission, peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

3. La présente Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 15 mars 1961 inclus. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.

4. La ratification ou l'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 7

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 de son article 6 l'auront signée sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque pays qui la ratifiera ou y adhérera après que cinq pays l'auront signée sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

Article 8

1. Chaque Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet quinze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article 9

La présente Convention cessera de produire ses effets si, après son entrée en vigueur, le nombre des Parties contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs.

Article 10

1. Tout pays pourra, lorsqu'il signera la présente Convention sans réserve de ratification ou lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. La présente Convention sera applicable au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification à dater du quatre-vingt dixième jour après réception de cette notification par le Secrétaire général ou, si à ce jour la présente Convention n'est pas encore entrée en vigueur, à dater de son entrée en vigueur.

2. Tout pays qui aura fait, conformément au paragraphe précédent, une déclaration ayant pour effet de rendre la présente Convention applicable à un terri-

toire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à son article 8, dénoncer la présente Convention en ce qui concerne ledit territoire.

Article 11

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera, autant que possible, reglé par voie de négociation entre les Parties en litige.

2. Tout différend qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

3. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe precédent sera obligatoire pour les Parties contractantes en litige.

Article 12

1. Tout pays pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les paragraphes 2 et 3 de l'article 11 de la présente Convention. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par ces paragraphes envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.

2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformement au paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général.

3. A l'exception de la réserve prévue au paragraphe 1 du présent article, aucune réserve à la présente Convention ne sera admise.

Article 13

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, toute Partie contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de reviser la présente Convention. Le Secrétaire général notifiera cette demande à toutes les Parties contractantes et convoquera una conférence de revision si, dans un délai de quatre mois à dater de la notification adressée par lui, le tiers au moins des Parties contractantes lui signifient leur assentiment à cette demande.

2. Si une conférence est convoquée conformément au paragraphe précédent, le Secrétaire général en avisera toutes les Parties contractantes et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les propositions qu'elles souhaiteraient voir examiner par la conférence. Le Secrétaire général communiquera à toutes les Parties contractantes l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

3. Le Secrétaire général invitera à toute conférence convoquée conformément au présent article tous les pays visés au paragraphe 1 de l'article 6 de la présente Convention, ainsi que les pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de cet article 6.

Article 14

1. Toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements à la présente Convention. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui le communiquera à toutes les Parties contractantes et le portera à la connaissance des autres pays visés au paragraphe 1 de l'article 6 de la présente Convention.

2. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication par le Secrétaire général du projet d'amendement, toute Partie contractante peut faire connaître au Secrétaire général:

a) soit qu'elle a une objection à l'amendement proposé,

b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter le projet, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

3. Tant qu'une Partie contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 2 *b*) n'aura pas notifié au Secrétaire général son acceptation, elle pourra, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu pour la communication, présenter une objection à l'amendement proposé.

4. Si une objection est formulée au projet d'amendement dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, l'amendement sera considéré comme n'ayant pas été accepté et sera sans effet.

5. Si une objection n'a été formulée au projet d'amendement dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, l'amendement sera réputé accepté à la date suivante:

a) lorsque aucune Partie contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 2 *b*) du présent article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 2;

b) lorsque au moins une Partie contractante a adressé une communication en application du paragraphe 2 *b*) du présent article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

date à laquelle toutes les Parties contractantes ayant adressé une telle communication auront notifié au Secrétaire général leur acceptation du projet, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 2 si toutes les acceptations étaient notifiées antérieurement à cette expiration;

expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 3 du présent article.

6. Tout amendement réputé accepté entrera en vigueur six mois après la date à laquelle il aura été reputé accepté.

7. Le Secrétaire général adressera le plus tôt possible à toutes les Parties contractantes une notification pour leur faire savoir si une objection a été formulée contre le projet d'amendement conformément au paragraphe 2 *a*) du présent article et si une ou plusieurs Parties contractantes lui ont adressé une communication conformément au paragraphe 2 *b*). Dans le cas où une ou plusieurs Parties contractantes ont adressé une telle communication, il notifiera ultérieurement à toutes les

Parties contractantes si la ou les Parties contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre le projet d'amendement ou l'acceptent.

Article 15

Outre les notifications prévues aux articles 13 et 14 de la presente Convention le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays vises au paragraphe 1 de l'article 6 de la présente Convention, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 6 de la présente Convention

a) les signatures, ratifications et adhésions en vertu de l'article 6,

b) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 7,

c) les dénonciations en vertu de l'article 8,

d) l'abrogation de la présente Convention conformément à l'article 9,

e) les notifications reçues conformément à l'article 10,

f) les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 12,

g) l'entrée en vigueur de tout amendement conformément à l'article 14.

Article 16

Après le 15 mars 1961, l'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le neuf décembre mil neuf cent soixante, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour la Belgique:
Sous réserve de ratification
E. LOTZ — Le 21 janvier 1961

Pour la Bulgarie:
Sous réserve de ne pas se considérer liée par les dispositions de l'article 11, paragraphes 2 et 3
L. S. BONEV — Le 28 février 1961

Pour le Danemark:
N. V. SKAK-NIELSEN — 14th March 1961

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
Sous réserve de ratification
R. THIERFELDER — 20 décembre 1960

Pour la France:
Sous réserve de ratification
G. CATTAND — Genève, le 8 mars 1961

Pour l'Italie:
Sous réserve de ratification
G. B. TOFFOLO — Genève, le 15 mars 1961

Pour le Luxembourg:
Sous réserve de ratification
A. CLEMANG — 6 février 1961

Pour les Pays-Bas
Sous réserve de ratification
W. H. J. van ASCH van WIJCK — 13 mars 1961

Pour la Suède:
C. H. von PLATEN — Le 1er mars 1961

Pour la Suisse:
Sous réserve de ratification
Ch. LENZ — Le 6 mars 1961

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
Subject to ratification
E. SNIDERS — The 7th of February 1961

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

LEGGE 13 luglio 1966, n. **650**.

Ratifica ed esecuzione del Protocollo n. 1 annesso alla Convenzione universale sul diritto d'autore concernente la protezione delle opere degli apolidi e dei rifugiati, firmato a Ginevra il 6 settembre 1952.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo n. 1 annesso alla Convenzione universale sul diritto di autore concernente la protezione delle opere degli apolidi e dei rifugiati, firmato a Ginevra il 6 settembre 1952.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità al paragrafo 2 *b*), del Protocollo medesimo.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 luglio 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — REALE

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Protocollo n. 1 annesso alla Convenzione universale sul diritto d'autore concernente la protezione delle opere degli apolidi e dei rifugiati. (Ginevra, 6 settembre 1952).

Les Etats parties à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur (ci-dessous désignée sous le nom de « Convention ») et devenant Parties au présent Protocole,

Sont convenus des dispositions suivantes:

1. Les personnes apatrides et les réfugiés ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant sont, pour l'application de la présente Convention, assimilés aux ressortissants de cet Etat.

2. *a*) Le présent Protocole sera signé et soumis à la ratification ou à l'acceptation par les Etats signataires, et il pourra y être adhéré, conformément aux dispositions de l'article VIII de la Convention.

b) Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque Etat à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion y relatif, à condition que cet Etat soit déjà Partie à la Convention.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le 6 septembre 1952, en français, en anglais et en espagnol, les trois textes faisant foi, en un exemplaire unique qui sera déposé auprès du Directeur général de l'Unesco, qui en adressera une copie certifiée conforme aux Etats signataires, au Conseil Fédéral Suisse, ainsi qu'au Secrétaire géneral des Nations Unies pour enregistrement par les soins de celui-ci.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

LEGGE 6 agosto 1966, n. **651**.
Nuove norme in materia di debito pubblico.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

L'articolo 53 del testo unico delle leggi sul debito pubblico, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1963, n. 1343, è modificato come appresso:

« Nel caso di smarrimento, sottrazione o distruzione di un titolo nominativo di debito pubblico, l'intestatario o l'avente diritto può ottenere la sospensione del pagamento degli interessi ed il rilascio di un nuovo titolo, presentando apposita denunzia, con firma autenticata, ove occorra regolarmente documentata, nella quale, se trattasi di persona fisica, espressamente dichiari, tra l'altro, sotto la propria personale responsabilità, che il titolo smarrito, sottratto o distrutto, non conteneva a tergo dichiarazioni di trasferimento a terzi o di tramutamento al portatore con delega a terzi per il ritiro dei nuovi titoli, e che il titolo stesso non era stato comunque ceduto o trasferito a terzi.

Il rilascio del nuovo titolo ha luogo, in ogni caso, per rinnovazione, con nuovo numero di iscrizione. Operata la nuova iscrizione ed emesso il corrispondente titolo, quello denunziato smarrito, sottratto o distrutto è considerato virtualmente annullato e di nessun valore nei confronti dell'Amministrazione del debito pubblico.

Dopo effetuata l'operazione, l'Amministrazione ne fa pubblicare avviso nella *Gazzetta Ufficiale* e dispone l'affissione dell'avviso stesso, per sei mesi, nei locali aperti al pubblico della competente sezione di Tesoreria provinciale.

Nel termine di sei mesi dalla data di pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale,* chiunque dimostri di avervi interesse può ottenere la sospensione del pagamento degli interessi sul nuovo titolo, se nominativo, presentando apposita domanda, con firma autenticata. In tal caso, l'Amministrazione sospende il pagamento degli interessi ed effettua le opportune comunicazioni alla autorità giudiziaria.

La revoca della sospensione del pagamento degli interessi di cui al precedente comma può essere disposta soltanto in base ad accordo fra le parti od a provvedimento della autorità giudiziaria.

Le disposizioni del primo, secondo e terzo comma si applicano anche nel caso in cui, contemporaneamente alla denunzia di smarrimento, sottrazione o distruzione di titoli nominativi, sia domandato il tramutamento al portatore dei titoli stessi. In tal caso, nel termine indicato nel quarto comma, chiunque ritenga di essere stato leso può presentare apposita documentata denunzia, con firma autenticata, all'Amministrazione, che ne informa l'autorità giudiziaria. Le stesse norme si applicano nei casi in cui si tratti di perdita di titoli nominativi già rimborsabili ».

Art. 2.

Le operazioni di reimpiego del capitale di titoli nominativi rimborsabili, comunque intestati e vincolati, possono essere eseguite, a cura dell'Amministrazione, in base a semplice domanda dell'esibitore, purchè il reimpiego sia chiesto in altri titoli nominativi di debito pubblico a tasso di interesse pari o superiore a quello dei titoli esibiti e recanti la stessa intestazione e gli stessi eventuali vincoli di questi ultimi. Quando si tratti di titoli vincolati di usufrutto è necessaria la presentazione, da parte dell'esibitore, sia del certificato di nuda proprietà, sia di quello di usufrutto.

Nei casi di cui al precedente comma deve essere reimpiegato l'intero capitale nominale dei titoli esibiti, mediante l'acquisto di tanti nuovi titoli quanto è possibile con il detto capitale. Mentre, quando si tratti di titoli vincolati di ipoteca, l'importo in capitale nominale dei nuovi titoli deve essere almeno uguale a quello dei titoli esibiti.

I nuovi titoli sono consegnati all'esibitore. Allo stesso viene altresì corrisposto l'importo inferiore al minimo iscrivibile eventualmente residuato dall'operazione, fatta eccezione per i casi in cui l'operazione riguardi titoli sottoposti a vincoli cauzionali, in questi ultimi casi è necessario che l'esibitore integri il capitale, in modo da consentire l'acquisto di un titolo d'importo pari al minimo iscrivibile nel Gran Libro.

Le disposizioni dei precedenti commi sono applicabili anche per i casi di investimento di premi attribuiti a titoli di debito pubblico nominativi.

Art. 3.

Tutti i titoli di debito pubblico nominativi, di importo inferiore a lire cinquemila di capitale nominale, ad eccezione di quelli soggetti a vincolo cauzionale, per i quali si applicano le disposizioni del precedente articolo 2, sono rimborsati all'esibitore, senza che occorra alcuna documentazione o formalità.

Art. 4.

Il trasferimento o il tramutamento al portatore di titoli nominativi di debito pubblico ha luogo su domanda con firme non autenticate, quando il titolare o i suoi aventi causa dichiarano di voler intervenire personalmente al ritiro dei nuovi titoli.

Art. 5.

La disposizione del precedente articolo 4 si applica anche nei casi di domande per operazioni di rimborso di capitali rappresentati da titoli nominativi comunque divenuti rimborsabili ovvero di pagamento o di investimento di premi attribuiti a titoli nominativi di debito pubblico.

Art. 6.

Le agevolazioni di cui all'articolo 35 del testo unico delle leggi sul debito pubblico, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1963, numero 1343, sono estese alle operazioni di tramutamento in titoli al portatore, di trasferimento o di rimborso, relative a titoli intestati a persone fisiche capaci e vincolati di usufrutto a favore di persone fisiche capaci.

Le stesse agevolazioni sono estese alle dette operazioni relative a titoli intestati a minori, quando, dal titolo stesso o da apposita documentazione, risulti la raggiunta maggiore età di essi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data ad Antagnod, addì 6 agosto 1966

SARAGAT

MORO — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

LEGGE 6 agosto 1966, n. 652.

Autorizzazione della spesa di lire 880 milioni per lo studio dei provvedimenti a difesa della città di Venezia ed a salvaguardia dei suoi caratteri ambientali e monumentali.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' autorizzata la spesa di lire 880 milioni per lo studio dei provvedimenti atti alla difesa della città di Venezia ed a salvaguardia dei suoi caratteri ambientali e monumentali.

Lo studio sarà svolto in conformità alle direttive ed ai programmi di lavoro predisposti dall'apposito Comitato già costituito presso il Ministero dei lavori pubblici.

Art. 2.

La spesa di cui al precedente articolo sarà ripartita in ragione di lire 440 milioni nell'anno 1966 e di lire 440 milioni nell'anno 1967. Le relative somme saranno stanziate negli stati di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici.

Art. 3.

All'onere di lire 440 milioni derivante dall'applicazione della presente legge per l'anno finanziario 1966, si provvede a carico del fondo concernente provvedimenti legislativi in corso, iscritto al capitolo 3523 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno medesimo.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data ad Antagnod, addì 6 agosto 1966

SARAGAT

MORO — MANCINI — COLOMBO — GUI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1966.

Concessioni di temporanea importazione.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
D'INTESA CON
IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il testo delle disposizioni sulle importazioni ed esportazioni temporanee, approvate con il decreto-legge 18 dicembre 1913, n. 1453, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive modificazioni ed aggiunte;

Visto il regio decreto 6 aprile 1922, n. 547, che approva il regolamento relativo;

Visto il regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito, con modifiche, nella legge 11 aprile 1938, n. 709, che modifica la procedura per le concessioni di importazione ed esportazione temporanea;

Visto il decreto ministeriale 1° dicembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 7 febbraio 1966, registro n. 5 Finanze, foglio n. 103;

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato consultivo per le importazioni ed esportazioni temporanee nella seduta del 24 giugno 1966;

Ricorrendo le condizioni previste dall'art. 1, secondo comma, del regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito nella legge 11 aprile 1938, n. 709, in conseguenza della urgente necessità della nostra industria di disporre delle materie prime indicate nel dispositivo;

Decreta:

Art. 1.

E' prorogata fino alla data controindicata, senza soluzione di continuità con quelle venute a scadere, la validità delle seguenti concessioni di temporanea importazione prorogate per ultimo con il decreto ministeriale 1° dicembre 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 58 del 7 marzo 1966:

CONCESSIONE DA PROROGARE	Data di decorrenza della proroga accordata	Data di scadenza della concessione
1. Ananas, per la preparazione di macedonia di frutta allo sciroppo (con validità fino al 13 luglio 1966)	14 luglio 1966	13 gennaio 1967
2. Apparecchi da registrazione, per la registrazione di esecuzioni di orchestre e di solisti (con validità fino al 6 luglio 1966)	7 luglio 1966	6 gennaio 1967
3. Bestiame suino, carni e sottoprodotti della macellazione di bestiame suino, freschi, refrigerati, congelati, per la confezione di prodotti in scatola, insaccati, salati, affumicati e per altre lavorazioni (con validità fino al 7 luglio 1966)	8 luglio 1966	7 gennaio 1967
4. Colimicina metansulfonato e colimicina solfato, da sottoporre a controlli vari e ad eventuale depurazione (con validità fino al 19 luglio 1966)	20 luglio 1966	19 gennaio 1967
5. Fusti di ferro contenenti olii greggi genuini di oliva, da purificare in regime di temporanea importazione, per essere vuotati e riesportati, vuoti o pieni, quando anche non sussista la clausola della restituzione al mittente (con validità fino al 17 luglio 1966)	18 luglio 1966	17 gennaio 1967
6. Ghisa da affinazione, da trasformare in lingotti di acciaio comune, fino al carbonio e legato (con validità fino al 5 luglio 1966)	6 luglio 1966	5 gennaio 1967
7. Heptacloro e malathion, per la fabbricazione di insetticidi domestici e agricoli, liquidi ed in polvere (con validità fino al 30 luglio 1966)	31 luglio 1966	30 gennaio 1967
8. Legno di faggio, greggio e/o semilavorato, per essere impiegato nella fabbricazione di spole per navette e di altri accessori per macchine tessili (con validità fino al 27 luglio 1966)	28 luglio 1966	27 gennaio 1967
9. Lingotti di acciaio comune, fino al carbonio e speciale, per la fabbricazione di blumi, billette, bramme, bidoni, ecc., laminati a caldo, di acciaio comune, fino al carbonio e legati (con validità fino al 26 luglio 1966)	27 luglio 1966	26 gennaio 1967
10. Metalli preziosi (oro, argento, platino e metalli del gruppo del platino), anche in cascami e rottami, per essere trasformati, a mezzo trattamenti chimici, in metalli preziosi allo stato colloidale, in sali od in altri composti inorganici od organici, a costituzione chimica definita o non, in preparazioni a base di metalli preziosi (con validità fino al 26 luglio 1966)	27 luglio 1966	26 gennaio 1967
11. Polistirolo espanso (prodotto di polimerizzazione in pezzi o in polvere senza plastificante), per la trasformazione in blocchi, tubi, profilati, lastre e fogli (con validità fino al 3 luglio 1966)	4 luglio 1966	3 gennaio 1967
12. Tappi aspersori in banda stagnata, per essere incorporati quali parti di scatole in lamiera di ferro stagnata (con validità fino al 1° luglio 1966)	2 luglio 1966	1° gennaio 1967
13. Tessuti di lana o di peli fini, puri e assimilati, o misti di lana, e peli fini, o con altre materie tessili, pesanti in greggio da 160 e 220 gr. il metro quadrato, per essere apparecchiati, tinti, stampati e/o confezionati in sciarpe e/o fazzoletti, frangiati e/o orlati, per conto di committenti esteri (con validità fino al 19 luglio 1966)	20 luglio 1966	19 gennaio 1967
14. Tubi di vetro per lampade fluorescenti, per la fabbricazione di tubi fluorescenti a catodo caldo (con validità fino al 19 luglio 1966)	20 luglio 1966	19 gennaio 1967

Art. 2.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 giugno 1966

Il Ministro per il commercio con l'estero
TOLLOY

Il Ministro per le finanze
PRETI

(6611)

DECRETO MINISTERIALE 25 luglio 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Ormoplex » fiale e supposte della ditta Biolac di Milano. (Decreto di revoca n. 4025/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 7 aprile 1954, con il quale è stata registrata al n. 8824 la specialità medicinale denominata « Ormoplex » nelle preparazioni fiale e supposte a nome della ditta Biolac prodotti biologici, con sede in Milano, via Voghera n. 11, e prodotta nella officina farmaceutica della ditta medesima;

Considerato che da un controllo effettuato presso l'Istituto superiore di sanità su campioni prelevati dal commercio è stata riscontrata nella preparazione in fiale una deficienza di Vitamina A (axeroftolo) del 48,4% e nella preparazione in supposte la stessa vitamina è stata riscontrata solo in tracce non dosabili per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1 del regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Ormoplex » in fiale e supposte registrata al n. 8824 con decreto in data 7 aprile 1954 a nome della ditta Biolac - Prodotti biologici di Milano.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato immediatamente dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Milano è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 luglio 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(6607)

DECRETO MINISTERIALE 25 luglio 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Ferro.CI » fiale da 5 cc. della ditta Laboratorio farmaceutico del Levante di Bari. (Decreto di revoca n. 4029/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 23 gennaio 1960, con il quale è stata registrata al n. 4092 la specialità medicinale denominata Ferro.CI - 6 fiale × 5 cc. a nome della ditta Laboratorio farmaceutico del Levante, con sede in Bari, via Luca de Samuele Cagnazzi n. 4, prodotta nell'officina farmaceutica della ditta Biolac di Milano;

Considerato che da un controllo, effettuato su campioni prelevati dal commercio, si è constatato che la quantità di acido ascorbico è risultata inferiore al dichiarato del 57,76 % e del 55,52 % in altri campioni e che, inoltre, la soluzione contenuta in alcune fiale è apparsa quasi incolore, rispetto ad altre di colore bruno, per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27 n. 1 del regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Ferro.CI » fiale da 5 cc. registrata al numero 4092 con decreto in data 23 gennaio 1960 a nome della ditta Laboratorio farmaceutico del Levante di Bari.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato immediatamente dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Bari è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 luglio 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(6609)

DECRETO MINISTERIALE 25 luglio 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Estevanet » pomata della ditta Laboratorio farmaceutico del Levante di Bari. (Decreto di revoca n. 4028/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 23 gennaio 1960, con il quale è stata registrata al n. 11.683 la specialità medicinale denominata « Estevanet » a nome della ditta Laboratorio farmaceutico del Levante, con sede in Bari, via Luca de Samuele Cagnazzi n. 2, prodotta nell'officina farmaceutica della ditta Biolac di Milano;

Considerato che da un controllo, effettuato su campioni prelevati dal commercio, si è constatato che il quantitativo di pomata è risultato di gr. 30 e non di gr. 70, come autorizzato con il decreto ministeriale in data 23 gennaio 1960, per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1 del regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Estevanet », pomata gr. 70 registrata al n. 11.683 con decreto in data 23 gennaio 1960 a nome della ditta Laboratorio farmaceutico del Levante di Bari.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato immediatamente dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Bari è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 luglio 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(6608)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA SANITÀ

DIREZIONE GENERALE DEL SERVIZIO FARMACEUTICO

Elenco n. 63 delle revoche, in seguito a rinuncia, di registrazione di specialità medicinali nazionali ed estere, disposte con decreto ministeriale n. 4024/R in data 27 maggio 1966.

N. d'ordine	SPECIALITÀ MEDICINALI Serie, categoria e confezioni	DITTA E SEDE	Data di registrazione	Numero di registrazione	Data dichiarazione di rinuncia
1	*Cardiosalf*, 3 e 6 fiale × 2 cc., flac. gocce × 15 cc., 10 supposte	S.A.L.F., Bergamo, via Tiraboschi, 57	8- 6-1951	4.979	21- 3-1966
2	*Fosfoteobromina*, 30 cachets, 20 compresse . . .	Id.	16- 1-1950	2.576	21- 3-1966
3	*Jodofos*, 10 fiale × 2 cc. di 1° grado, 10 fiale × 2 cc. di 2° grado, 10 fiale × 2 cc. di 3° grado, flacone gocce × 15 cc.	Id.	15- 3-1951	4.636	21- 3-1966
4	*Betacor*, 20 compresse da mg. 100	Lab. Beta Chemioterapico, Salò (Brescia), via IV Novembre, 15	28-12-1961	19.509	27- 9-1965
5	*Ormocor* (uso endovenoso), 3 fiale × 5 cc. . . .	Ist. Biologico Dessy, Firenze, via S. Domenico, 107	12- 9-1947	837	21. 3-1966
6	*Fosfoiodokola*, 10 fiale × 1,5 cc. di 1° grado . . .	O. Benedetti, Firenze, via Orcagno, 21	30-10-1956	11.303/A	14- 3-1966
7	*Fosforobur* (con stricnina), flac. sciroppo da gr. 180	Id.	18- 7-1956	11.389	14- 3-1966
8	*Fosforobur* (con stricnina), 12 fiale × 1 cc. . . .	Id.	6-12-1956	11.389/A	14- 3-1966
9	*Fosforobur* (senza stricnina), 12 fiale × 1 cc. .	Id.	6-12-1956	11.389/B	14- 3-1966
10	*Metarsina* (semplice), 12 fiale × 1 cc.	Id.	17-12-1945	349	14- 3-1966
11	*Metarsina* (categoria calcica), 10 fiale × 2 cc. .	Id.	19- 7-1956	349/A	14- 3-1966
12	*Metarsina* (categoria calcica), 10 fiale × 5 cc. .	Id.	19- 7-1956	349/B	14- 3-1966
13	*Metarsina* (categoria calcica), 5 fiale × 10 cc. . .	Id.	19- 7-1956	349/C	14- 3-1966
14	*Soluzione estratto di fegato Lilly*, 1 fiala × 5 cc. con Vit. B1 (Reticulogen)	Eli Lilly Italia, Sesto Fiorentino, (Firenze)	31- 3-1965	1.557/A	5- 3-1966
15	*Soluzione estratto di fegato Lilly*, 3, 50 e 100 fiale × 0,5 cc. con Vit. B1 (Reticulogen)	Id.	31- 3-1965	1.557/A-1	5- 3-1966
16	*Soluzione estratto di fegato Lilly* 1 fiala × 10 cc. da 5 U.S.P./cc. purificato	Id.	31- 3-1965	1.557/C	5- 3-1966
17	*Soluzione estratto di fegato Lilly*, 1 fiala × 10 cc. da U.S.P./cc. purificato	Id.	31- 3-1965	1.557/C-1	5- 3-1966
18	*Piperazine Roy*, flac. granulare da gr. 75 (tipo semplice), flac. granulare da gr. 75 (tipo iodato)	I.S.A.F., Firenze, via Maragliano n. 56	27- 8-1952	6.902	5-12-1964
19	*Argicillina*, flac. collutorio × 20 cc.	Societé nouvelle d'exploitation des Laboratories Aron di Suresnes (Francia), rappresentata in Italia dalla ditta SPEMSA, Firenze, via Dante da Castiglione, 7	4- 2-1956	10.875/A	14-12-1965
20	*Argicillina*, flac. gocce auricolari × 20 cc. .	Id.	4- 2-1956	10.875/B	14-12-1965
21	*Argicillina*, tubo pomata × gr. 28	Id.	4- 2-1956	10.875/C	14-12-1965
22	*Argicillina*, flac. polverizzatore × 15 cc.	Id.	1- 8-1956	10.875/D	14-12-1965
23	*Mephenon*, 6 supposte da mgr. 10, 25 compresse da mgr. 5, flac. gocce da 20 cc. elisir (orale)	Pharma Union - Gand (Belgio), rappresentata in Italia dalla ditta SPE-MSA, Firenze, via Dante da Castiglione, 7	8-10-1952	4.650/A	27-12-1965
24	*Butamone*, 10 supposte per adulti	Farmaceutici Drumond, Mantova, via P. Torelli, 16	7-12-1964	18.244/A	21- 3-1966
25	*Butamone*, 10 supposte pediatriche	Id.	7-12-1964	18.244/A-1	21- 3-1966
26	*Gastirel*, flac. sciroppo da gr. 175 . . .	Id.	5- 6-1953	6.361	24- 3-1966
27	*Tim-Chinol*, 10 fiale × 2 cc. per adulti	Id.	7-12-1964	18.942	24- 2-1966

N d'ordine	SPECIALITÀ MEDICINALI Serie, categorie e confezioni	DITTA E SEDE	Data di registrazione	Numero di registrazione	Data dichiarazione di rinuncia
28	*Tim-Chinol*, 10 fiale × 2 cc. pediatriche	Farmaceutici Drumond, Mantova, viaP . Torelli, 16	7-12-1964	18.942/1	24- 2-1966
29	*Tribilina*, 20 compresse da mg. 250	Id.	2-11-1959	16.226	24- 3-1966
30	*Tribilina*, 6 fiale × 5 cc.	Id.	1-12-1959	16.226/A	24- 3-1966
31	*Uroplex*, 48 confetti da gr. 0,60	Id.	23-11-1962	13.792	24- 2-1966
32	*Nevrazon B12*, 6 fiale liof. da mcgr. 1000 + 6 fiale da 5 cc. di solvente	Farmaceutici De Borck, Carrara Avenza (Massa Carrara), via Provinciale, 155	26- 1-1963	19.297	3- 2-1966
33	*Methium*, 50 e 100 compresse da mg. 125, 50 e 100 compresse da mg. 250	Warner Chilcott Lab. Div. Warner-Hudnut di New York (U. S.A.), rappresentata in Italia dalla ditta A. Angiolini & C., Milano, via Balzaretti, 9	14-11-1953 lett. 16-1 -1954	8.361	31- 3-1966
34	*Triesteril Cetina*, 5 supposte da mg. 125 . . .	A.P.O. (già registrata a nome della ditta Ist. Chimico Biologico Triestino), Milano, viale Zara, 58	28-11-1958	14.527/2	15- 2-1965
35	*Bi-David*, 3 e 10 fiale × 1 cc.	Lab. Farmaceut. David, Trezzano sul Naviglio (Milano), via Leonardo da Vinci	28-10-1953 1- 9-1954	8.277	22- 2-1966
36	*Butafen*, 3 fiale × 5 cc.	Id.	7-12-1957	8.555	22- 2-1966
37	*Esurvit*, 10 fiale × 1 cc. da g. 0,05 × 1000 U.I. . .	Id.	20- 8-1959	15.408	22- 2-1966
38	*Esurvit*, 5 fiale × 2 cc. da g. 0,10 × 2000 U.I. . .	Id.	20- 8-1959	15.408/1	22- 2-1966
39	*Guavanillina*, flac. gocce da gr. 40	Id.	7- 6-1958	13.577/A	22- 2-1966
40	*Hypobromo*, 10 supposte da gr. 2,5 tipo semplice	Id.	14- 7-1954 27- 1-1955	9.146	22- 2-1066
41	*Normoneurin*, 10 fiale × 2 cc.	Id.	13-11-1957	13.104/B	22- 2-1966
42	*Polineurin*, 5 fiale X 2 cc. da mg. 9 tipo normale	Id.	22- 5-1958	13.910	22- 2-1966
43	*Polineurin*, 3 fiale × 2 cc. dà mg. 45 tipo forte .	Id.	22- 5-1958	13.910/1	22- 2-1966
44	*Numotizine*, vasetto da gr. 57 di pomata	Hobart Laboratories di Chicago (USA) (già Numotizine Inc.), rappresentata in Italia dalla ditta Farmacosmici, Milano, via C. Donadoni, 12	11- 8-1952	6.882	3- 3-1966
45	*Ulitin*, 20 compresse da g. 0,45	Farmaceutici Italia «Farmitalia» Milano (già della ditta Farmalabor), largo Donegani, 1/2	24- 4-1958	4.944	1- 3-1965
46	*Tonal-C*, 10 fiale × 2 cc. + 10 fiale × 1 cc, 10 fiale × 4 cc. + 10 fiale × 1 cc., 5 fiale × 9 cc. + 5 fiale × 1 cc.	Farmit, Milano, via Intra, 3	11- 6-1952	6.586	15- 2-1966
47	*Acofil*, 6 supposte	Cesare Forno, Milano, viale Bianca Maria, 11	16- 4-1955	8.291	4 -2-1966
48	*Stomosina polivalente ritardo*, 1 fiala × mg. 32 + 1 fiala da 2,5 cc. di solvente	Istituto Biochimico Italiano, Milano, via Brembo, 65	2- 8-1955	4.693/A	7- 3-1966
49	*Diigistene I.d.B.*, 6 fiale X 2 cc. . .	Inverni & Della Beffa, Milano, via Ripamonti, 99	20- 8-1959	4.621/A	21- 2-1966
50	*Neriostene I.d.B.*, flac. gocce X 10 cc. .	Id.	29- 7-1959 2- 2-1960	15.318	21- 2-1966
51	*Artrapir*, 10 fiale × 5 cc., 10 fiale × 10 cc. . . .	Laboratorio Farmacologico Milanese, Milano, via Codogno, 5	17- 9-1956	4.872	17- 3-1960
52	*Potassion*, 6 supposte da gr. 1	Miba, Milano, via Novara, 3/3	11- 8-1954	9.209	16- 3-1966
53	*Urosteril*, 10 compresse da gr. 0,20	Id.	17- 5-1957	12.031	11- 3-1966
54	*Mandasmin*, 50 compresse da mg. 25 per bamb., 50 compresse da mg. 50 per adulti	Farmacia Moretti, Cusano Milanino (Milano), via Matteotti, 2	8- 9-1954 21- 5-1955	9.252	17- 1-1966
55	*Dysmenural*, 6 supposte da g. 2	Rotta & C., San Fruttuoso di Monza (Milano)	19- 8-1955	2.822/A	2— 2-1966
56	*Sulfospart*, 5 fiale × 2 cc. tipo semplice, flac. gocce × 20 cc. tipo semplice, flac. gocce × 20 cc. con codeina	Id.	28-10-1952	7.201	24- 2-1966
57	*Vitamina C Rotta*, 10 fiale × 2 cc. da mg. 100 . .	Id.	10-12-1954 18- 2-1958	6.597/3	24- 2-1966
58	*Fluxopan*, 20 compresse	Manlio Zauli, Milano, via Ponte Seveso, 20	5-12-1962	18.989	1- 3-1966

N. d'ordine	SPECIALITÀ MEDICINALI Serie, categorie e confezioni	DITTA E SEDE	Data di registrazione	Numero di registrazione	Data dichiarazione di rinuncia
59	*Hedensa*, tubo pomata da gr. 20	Hadensa Gesellschaft & C., Berlino, Frirdenau, rappresentata in Italia dalla ditta Alberto Scalcerle, Milano, via Carlo De Cristoforis, 13	18-10-1952	7.033	17- 3-1966
60	*Ciclomicina*, 3 supposte da gr. 2	S.P.A. - Prodotti Antibiotici, Milano, via Biella, 8	9- 2-1955	9.727	28-12-1965
61	*Arseniato di ferro solubile*, 12 fiale × 1 cc. di 1° grado tipo semplice, 12 fiale × 1 cc. di 2° grado tipo semplice, 12 fiale × 1 cc. di 3° grado tipo semplice, flac. gocce × 30 cc. tipo sempl., 12 fiale × 1 cc. di 1° grado con stricnina, 12 fiale × 1 cc. di 2° grado con stricnina 12 fiale × 1 cc. di 3° grado con stricnina, flac. gocce × 30 cc. con stricnina, flac. gocce × 30 cc. con noce vomica	L. Zambeletti S.p.A., Milano, via Zambeletti, 12/14	18-2 -1954	8.661	20-12-1965
62	*Tetraciclina cloridrato*, per sola esportazione 100 compresse	Cutolo Calosi, Napoli, via Pietro Castellino, 111	decr. 14- 6-1960	—	9- 3-1966
63	*Luteogen ritardo*, 2 fiale × mg. 25, 2 fiale × mg. 50 2 fiale × mg. 100	Istituto Sieroterapico Italiano, Napoli, via S. Giacomo dei Capri, 66	12- 6-1951	2.726/A	12- 1-1966
64	*Isicaina*, 3 fiale × 10 cc. soluz. al 2 % Aa, 6 fiale × 5 cc. soluz. al 2 % Aa, 1 flac. X 25 cc. soluz. all'1 % Ba, 3 fiale × 10 cc. soluz. all'1 % Ba, 1 flac. × 25 cc. soluz. allo 0,5 % Ca, 3 fiale × 10 cc. soluz. allo 0,5 % Ca, 1 flac. X 25 cc. soluz. allo 0,5 % Cb con adrenalina 1:100.000	Id.	21- 6-1952	6.664	21- 1-1966
65	*Neutro-Stress*, 12 compresse perlinguali, 6 supposte, 6 fiale × 2 cc.	Id.	23- 7-1953	7.978	12- 1-1966
66	*Pyoclast*, 10 fiale × 1 cc. dosate progressivamente	Id.	25- 2-1960	16.556	12- 1-1966
67	*Sincortex*, 4 fiale × mg. 2, 4 fiale × mg. 5, 4 fiale × mg. 10	Id.	3-10-1949 lett. 12- 6-1951	2.502	12- 1-1966
68	*Sincortex ritardo*, 2 fiale × mg. 25, 2 fiale × mg 50	Id.	1- 8-1951	3.029	12- 1-1966
69	*Testogen ritardo*, 2 fiale × mg. 50, 2 fiale × mg. 100	Id.	26-10-1951	1.764	12- 1-1966
70	*Testogen ritardo*, 2 fiale × mg. 25	Id.	27-10-1955	1.764/A	12- 1-1966
71	*Vaccino antidifterico*, 2 fiale X 1,2 cc., 1 fiala X 10 cc.	Id.	10- 5-1950	3.370	12- 1-1966
72	*Vaccino antipoliomielitico*, 1 fiala × 1 cc. tipo semplice	Id.	21- 8-1957	12.556	12- 1-1966
73	*Cathomycin*, 8 e 16 capsule da mg. 250 . . .	Merck & Co. Inc. Rahway di New Jersey (USA), rappresentata in Italia dalla ditta Merck Sharp e Dohme (Italia), Pavia, via Emilia, 21	20-11-1958	12.826	24- 2-1966
74	*Cathomycin*, flac. sciroppo da 60 cc.	Id.	20-11-1958	12.826/A	24- 2-1966
75	*Codelcortone T.A.B.*, flac. × 5 cc. di sospens. dosata a mg. 20/cc.	Id.	4-12-1958	13.651	24- 2-1966
76	*Cortone acetato* (sospens. salina), flac. × 10 cc. al 5 % × 50 mg/cc.	Id.	3- 4-1959	4.561/1	24- 2-1966
77	*Cortone acetato* (sospens. oftal.), flac. da 5 cc. di sospens. allo 0,5 %	Id.	3- 4-1959	4.561/B	24- 2-1966
78	*Cortone acetato* (sospens. uso oftalmico), flac. da 5 cc. di sospens. al 2,5 %	Id.	3- 4-1959	4.561/B-1	24- 2-1966
79	*Cortone acetato* (pomata uso oftalmico), tubo da gr. 3,5 di pomata	Id.	3- 4-1959	4.561/C	24- 2-1966
80	*Crystoids*, 6 compresse da gr. 0,1	Id.	21- 1-1959	4.044	24- 2-1966
81	*Crystoids*, 5 compresse da gr. 0,2	Id.	21- 1-1959	4.044/1	24- 2-1966
82	*Decadron spray* (uso dermatologico) (categoria), flac. nebulizzatore da gr. 90	Merck Sharp & Dohme (Italia), Pavia, via Emilia, 21	1- 8-1963	14.729/G	24- 2-1966
83	*Decadron spray con neomicina* uso dermatologo (categoria), flac. nebulizzatore da gr. 90	Id.	1- 8-1963	14.729/H	24- 2-1066
84	*Diclotride*, 20 compresse da mg. 25	Id.	30- 9-1961	16.288	24- 2-1966
85	*Diclotride*, 12 e 25 compresse con reserpina	Id.	21-10-1961	17.976	24- 2-1966

N. d'ordine	SPECIALITÀ MEDICINALI Serie, categorie e confezioni	DITTA E SEDE	Data di registrazione	Numero di registrazione	Data dichiarazione di rinuncia
86	*Diclotride-K*, 12 e 25 confetti da mg. 12,5 con reserpina	Merck Sharp & Dohme (Italia), Pavia, via Emilia, 21	19-10-1962	17.976/A	24- 2-1966
87	*Diclotride-K*, 12 e 25 confetti da mg. 25 con reserpina	Id.	19-10-1962	17.976/A-1	24- 2-1966
88	*Diclotride-K*, 12 e 25 confetti da mg. 50 con reserpina	Id.	19-10-1962	17.976/A-2	24- 2-1966
89	*Fludrocortone acetato* (unguento uso dermotologico), tubo unguento da gr. 5 allo 0,25 %	Merck & Co. Inc. Rahway di New Jersey (USA), rappresentata in Italia dalla ditta Merck Sharp & Dohme (Italia)	4-12-1958	12.371	24- 2-1966
90	*Flurocortone acetato* (unguento uso dermatologico), tubo unguento da gr. 5 allo 0,1 %.	Id.	4-12-1958	12.371/1	24- 2-1966
91	*Fludrocortone acetato* (lozione uso dermatologico) flac. × 15 cc. allo 0,25 %	Id.	4-12-1958	12.371/A	24- 2-1966
92	*Fludro-cortone acetato* (lozione uno dermatologico), flac. X 15 cc. allo 0,1 %	Id.	4-12-1958	12.371/A-1	24- 2-1966
93	*Hydeltracin* (lozione uso dermatologico), flac. × 15 cc. allo 0,50 %	Id.	4-12-1958	13.404	24- 2-1966
94	*Hydrocortone con Neomicina e Propadrine* (sosp. nasale), flac. × 15 cc. allo 0,1 %	Id.	4-12-1958	12.324	24- 2-1966
95	*Hydrocortone con neomicina e Bacitracina* (unguento dermatologico tubo unguento da gr. 5 all'1 %	Id.	4-12-1958	12.425	24- 2-1966
96	*Hydrocortone con neomicina e Bacitracina* (unguento dermatologico), tubo unguento da gr. 5 al 2,5 %	Id.	4-12-1958	12.425/1	24- 2-1966
97	*Hydrocortone acetato* 25 compresse da mg. 20 .	Id.	2- 5-1959	7.773/A	24- 2-1966
98	*Hydrocortone acetato*, 25 compresse da mg. 10 . .	Id.	2- 5-1959	7.773/A-1	24- 2-1966
99	*Hydrocortone acetato* (sospens. uso oftalmica), flac. × 5 cc. di sospens. allo 0,5 %	Id.	2- 5-1959	7.773/C	24- 2-1966
100	*Hydrocortone acetato* (sospens. uso oftalmico), flac. × 5 cc. di sospens. al 2,5 %	Id.	2- 5-1959	7.773/C-1	24. 2-1966
101	*Hydrocortone acetato* (pomata uso oftalmico), tubo pomata da gr. 3,5 all'1,5 %	Id.	2- 5-1959	7.773/D	24- 2-1966
102	*Hydrocortone acetato* (pomata uso dermatologico), tubo pomata da gr. 5 al 2,5 %	Id.	2- 5-1959	7.773/G	24- 2-1966
103	*Hydrocortone T.B.A.* (sospensione salina), flac. multidose × 5 cc.	Id.	2- 5-1959	7.773/H	24- 2-1966
104	*Insulina Mulford*, 1 flac. da 10 cc × 20 U.I./cc. . .	Id.	26- 3-1957 20- 8-1959	1.964	24- 2-1966
105	*Insulina Mulford* (serie), 1 flac. da 10 cc. × 40 U.I./cc.	Id.	26- 3-1957 20- 8-1959	1.964/1	24- 2-1966
106	*Insulina protamina zinco Mulford* (categoria), 1 flac. da 10 cc. X 40 U.I./cc.	Id.	26- 3-1957 20- 8-1959	1.964/A	24- 2-1066
107	*Insulina protamina zinco Mulford* (serie di categoria), 1 flac. da 10 cc. × 80 U.I./cc.	Id.	26- 3-1957 20- 8-1959	1.964/A-1	24- 2-1966
108	*Periactin*, 20 e 25 compresse da mg. 5	Merck Sharp & Dohme (Italia), Pavia, via Emilia, 21	30- 9-1961	17.616/2	24- 2-1966
109	*Prothricin* (soluzione per uso nasale), flac. gocce × 30 cc.	Merck & Co. Inc. Rahway di New Jersey (USA), rappresentata in Italia dalla ditta Merck Sharp & Dohme (Italia), Pavia, via Emilia, 21	4-12-1958	3.992	24- 2-1966
110	*Redisol*, 36 compresse	Id.	4-12-1958	6.210	24- 2-1966
111	*Tyotocin* (gocce oftalmiche), flac. gocce × 15 cc.	Id.	4-12-1958	8.415	24- 2-1966
112	*Topaminic*, tubo da gr. 28 di pomata	Id.	20- 6-1959	8.470	24- 2-1966
113	*Asfodil*, 12 compresse da mg. 5	Biomedica Foscama, Roma, via Tiburtina km. 15	30- 3-1960	16.845	24- 2-1966
114	*Fenamid-C*, 12 compresse	Id.	27- 2-1961	18.105	24- 2-1966
115	*Fenamid-C*, 5 supposte per adulti	Id.	27- 2-1961	18.105/A	24- 2-1966
116	*Fenamid*, 5 supposte per bambini	Id.	27- 2-1961	18.105/A-1	24- 2-1966
117	*Genofibrin*, 5 fiale × 5 cc. da g. 0,5, 3 fiale × 10 cc. da g. 1	Id.	9-11-1953	8.328	24- 2-1965
118	*Piridamin*, 5 fiale × 2 cc. da mg. 5	Id.	12-12-1958	14.597	24- 2-1966

N. d'ordine	SPECIALITÀ MEDICINALI Serie, categorie e confezioni	DITTA E SEDE	Data di registrazione	Numero di registrazione	Data dichiarazione di rinuncia
119	*Pulmidrina*, 5 e 12 fiale × 1 cc.	Biomedica Foscama, Roma, via Tiburtina km. 15	18- 8-1956 6-12-1958	10.549	24- 2-1966
120	*Pulmidrina*, 6 supposte	Id.	18- 8-1956	10.549/A	24- 2-1966
121	*Talasulfa*, 20 compresse da gr. 0,50	Id.	24- 2-1953	7.490	24- 2-1966
122	*Talasulfa*, flac. sciroppo da 100 cc.	Id.	16-12-1953	7.490/A	24- 2-1966
123	*Verminol*, flac. gocce da 15 cc.	Id.	27- 3-1953	6.952/A	24- 2-1966
124	*Isoar*, 25 compresse da mg. 1	Marifarma, Roma, via Po, 12	13- 2-1961	16.191	19- 2-1966
125	*Re-Tol*, 2, 6 e 20 compresse	Id.	31- 1-1961 7- 4-1962 14-11-1962	17.566	19- 2-1966
126	*Allerdipen*-500 (iniettabile), 1 flac. da 500.000 U. con annessa fiala solv. × 3 cc.	SIR Lab. Chim. Biologico, Roma, Tor Sapienza	27- 2-1960	16.664	24- 2-1966
127	*Allerdipen Pediatrico* (iniett.), 1 flac. da 250.000 U. con annessa fiala solvente da 3 cc.	Id.	27- 7-1960	16.664/2	24- 2-1966
128	*Allerdipen-S* (iniettabile), 1 flac. da 500.000 U. + gr. 0,5 con annessa fiala solv. × 3 cc.	Id.	15- 9-1960	16.683	24- 2-1966
129	*Allerdipen-S pediatrico* (iniettabile), 1 flacone da 250.000 U. + g. 0,25 con annessa fiala solvente × 3 cc.	Id.	15- 9-1960	16.683/1	24- 2-1966
130	*Eurocillin* (iniettabile), 1 flac. da 500.000 U. + fiala solvente	Id.	10- 5-1960	16.302	24- 2-1966
131	*Euromicin* (iniettabile), 1 flac. da 500.000 U. + gr. 05 con annessa fiala solvente	Id.	10- 5-1960	16.303	24- 2-1966
132	*Europen* 500 (iniettabile), 1 flac. da 500.000 U. con annessa fiala solv. da 3 cc.	Id.	13-10-1960	16.665	24- 2-1966
133	*Europen pediatrico* (iniettabile), 1 flac. da 250.000 U. con annessa fiala solv. da 3 cc.	Id.	13-10-1960	16.665/2	24- 2-1966
134	*Europen-S* (iniettabile), 1 flac. da 500.000 U. + gr. 0,5 con annessa fiala solv. × 3 cc.	Id.	2-11-1960	16.682	24- 2-1966
135	*Europen-S pediatrico* (iniettabile), 1 flac. da 250.000 U. + gr. 0,25 con annessa fiala solv. da 3 cc.	Id.	2-11-1960	16.682/1	24- 2-1966
136	*Eurosulfa* 12 compresse da gr. 0,50	Id.	7- 4-1960	16.671	24- 2-1966
137	*Eurosulfa*, 5 supposte da gr. 1	Id.	7- 4-1960	16.671/A	24- 2-1966
138	*Neocillin*, 10 e 15 capsule da mg. 250	Id.	23- 6-1961	18.205	24- 2-1966
139	*Novobiocillina* (iniettabile), 1 flac. liof. da mg. 250 con annessa fiala solv. da 3 cc.	Id.	28- 4-1959	15.063	24- 2-1966
140	*Pastiglie di more composte*, 30 pastiglie	Id.	19-12-1955	10.663	24- 2-1966
141	*Piripenil*, 12 capsule	Id.	20- 4-1960	17.018	24- 2-1966
142	*Sulfasircillin* (iniett.), 1 flac. la 500.000 U. + fiala solvente da 3 cc.	Id.	28-10-1958	14.398	24- 2-1966
143	*Sulfasirmicin* (iniettabile), 1 flac. da 500.000 U. + fiala solvente da 3 cc.	Id.	23- 4-1960	14.397	24- 2-1966
144	*Dipropil*, 3 supposte da gr. 2,20 per adulti	Cifa Farmaceutici, Torino, via Cervino, 68	9- 2-1961	18.077	7- 3-1966
145	*Dipropil*, 3 supposte da gr. 1,5 per bambini	Id.	9- 2-1961	18.077/1	7- 3-1966
146	*Glicirretina antibiotica*, tubo pomata da gr. 5	Russi & C. (già registrata a nome della ditta Biolac), Torino, strada Mongreno, 71	10- 3-1958	13.661	21-10-1963
147	*Dequadin*, tubo pomata da gr. 14,5, tubo pomata da gr. 32	Importex chimici farmaceutici, Trieste, via Conti, 28	15- 4-1958	12.235/B	23- 2-1966
148	*Laudolissin*, 5 fiale × 1 cc., 100 fiale × 1,5 cc.	Id.	5-10-1954 21- 1-1956	9.373	21- 2-1966
149	*Haliborange*, flac. da gr. 150 di emulsione	Id.	24- 2-1955	9.755	23- 2-1966
150	*Fexin*, 6 supposte da gr. 2	Piero Pomarelli, Olgiate Olona (Varese)	17- 3-1961	18.683	21- 3-1966
151	*Fexin*, 6 supposte da gr. 1,5	Id.	17- 3-1961	18.683/1	21- 3-1966
152	*Polifosfol*, flac. × 225 cc. di soluz. senza stricnina (per uso orale), flac. × 225 cc. di soluz. con stricnina (per uso orale)	Crosara Lab. Farm. Biologico, Valdagno (Vicenza), corso Italia, 9	25- 9-1951	5.331	8- 3-1966

(5717)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Diritto internazionale » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Firenze

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Firenze, è vacante la cattedra di « Diritto internazionale », alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(6660)

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio professionale

Il dott. Pasquale Nicodemi, nato a Notaresco (Teramo) il 9 settembre 1917, ha dichiarato di avere smarrito il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dalla Università di Napoli il 23 gennaio 1947.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Napoli.

(6598)

Diffida per smarrimento di certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma originale di abilitazione professionale.

Il dott. Giovanni Danieli, nato a Lecce il 1° gennaio 1933, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dalla Università di Bologna in data 11 aprile 1958.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Bologna.

(6599)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Gragnano ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 11 agosto 1966, il comune di Gragnano (Napoli), viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 21.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6589)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 160

Corso dei cambi del 23 agosto 1966 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	623,37	623,42	623,50	623,39	623,39	623,45	623,39	623,40	623,45	623,44
$ Can.	579,32	579,50	579,50	579,45	579 —	579,45	579,50	579,50	579,45	579,40
Fr. Sv.	144,04	144,03	143,96	144,035	144 —	144,04	144,035	144,05	144,11	144,04
Kr. D.	90 —	89,95	90 —	89,945	89,90	89,94	89,95	90 —	89,94	89,94
Kr. N.	87,20	87,21	87,26	87,20	87,20	87,20	87,21	87,20	87,20	87,20
Kr. Sv.	120,70	120,66	120,60	120,70	120,80	120,71	120,68	120,70	120,71	120,70
Fol.	172,51	172,63	172,65	172,555	172,50	172,56	172,57	172,60	172,56	172,60
Fr. B.	12,542	12,54	12,54	12,539	12,535	12,54	12,5375	12,55	12,54	12,54
Franco francese	127,12	127,12	127,15	127,12	127,10	127,13	127,13	127,15	127,13	127,13
Lst.	1738 —	1738,15	1738 —	1737,85	1738 —	1738,25	1738,175	1738 —	1738,25	1738,15
Dm. occ.	156,25	156,20	156,22	156,19	156,20	156,26	156,17	156,25	156,26	156,22
Scell. Austr.	24,15	24,155	24,17	24,1525	24,12	24,15	24,15	24,17	24,16	24,15
Escudo Port.	21,69	21,70	21,70	21,68	21,75	21,70	21,70	21,70	21,70	21,70
Peseta Sp.	10,40	10,40	10,41	10,405	10,43	10,40	10,405	10,42	10,40	10,40

Media dei titoli del 23 agosto 1966

Titolo	Valore
Rendita 5 % 1935	102,825
Redimibile 3,50 % 1934	100,45
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,075
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,60
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	95,325
Id. 5 % (Città di Trieste)	95,55
Id. 5 % (Beni Esteri)	95,30
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,125
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100,10
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,45
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,40
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100,175
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100,20
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	100 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 23 agosto 1966

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	623,39
1 Dollaro canadese	579,475
1 Franco svizzero	144,035
1 Corona danese	89,947
1 Corona norvegese	87,205
1 Corona svedese	120,69
1 Fiorino olandese	172,562
1 Franco belga	12,538
1 Franco francese	127,125
1 Lira sterlina	1738,012
1 Marco germanico	156,18
1 Scellino austriaco	24,151
1 Escudo Port.	21,69
1 Peseta Sp.	10,405

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Divieto di caccia e uccellagione in comune di Corinaldo (Ancona) limitatamente alla selvaggina stanziale protetta.

Con decreto ministeriale 12 agosto 1966, fino al 30 giugno 1971, è vietata sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico la caccia e uccellagione alla selvaggina stanziale protetta nella zona del territorio del comune di Corinaldo (Ancona) di ha. 1.100 delimitato dai confini seguenti:

« Partendo dal ponte S. Michele sul fiume Cesano, sulla destra dello stesso, segue la provinciale Corinaldese sino al bivio « Cappuccini » imbocca, quindi, la provinciale detta « Olmigrandi » che percorre sino al bivio della chiesa di « S. Apollonia »; strada comunale « Ville » sino al bivio della scuola omonima; di qui lungo la strada comunale della « Fosso di Ripe » che percorre sino al confine col comune di Ripe; percorre, quindi, il confine di Corinaldo con i comuni di: Ripe, Castelcolonna e Monterado per scendere sino alla riva destra del fiume « Cesano » e segue tale fiume sino al ponte « S. Michele ».

(6593)

Autorizzazione al Consorzio di bonifica Riuniti fra Adige e Bacchiglione, con sede in Padova, ad acquistare un immobile.

Con decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1966, registrato alla Corte dei conti il 15 luglio 1966, registro n. 12, foglio n. 373, il Consorzio di bonifica Riuniti fra Adige e Bacchiglione, con sede in Padova, viene autorizzato ad acquistare un immobile sito in Padova, via Scrovegni n. 25, al prezzo di L. 52.500.000 (lire cinquantaduemilionicinquecentomila).

(6540)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano regolatore dell'area di sviluppo industriale di Brindisi

Con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, in data 6 luglio 1966, è stato approvato il piano regolatore dell'area di sviluppo industriale di Brindisi.

Copia di tale decreto e degli atti che ne formano parte integrante sarà depositata presso la sede del Consorzio del porto e dell'area di sviluppo industriale di Brindisi a disposizione dei Comuni e degli Enti che vi abbiano interesse.

(6535)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Revoca degli amministratori e dei sindaci della Società cooperativa agricola di consumo, con sede in Torre Santa Maria (Sondrio), e nomina di un commissario governativo.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 6 agosto 1966 sono stati revocati gli amministratori ed i sindaci della Società cooperativa agricola e di consumo, con sede in Torre Santa Maria (Sondrio), costituita in data 22 aprile 1945 con atto del notaio dott. Giulio Lavizzari, ed è stato nominato un commissario governativo, per sei mesi, nella persona del rag. Leonardo Manca.

(6628)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEL TESORO

Diario delle prove scritte del concorso per esami a settanta posti di vice ragioniere in prova nel ruolo della carriera speciale di concetto delle Ragionerie provinciali dello Stato.

Le prove scritte del concorso per esami a settanta posti di vice ragioniere in prova nel ruolo della carriera speciale di concetto delle Ragionerie provinciali dello Stato avranno luogo alle ore 8 dei giorni 15, 16 e 17 settembre 1966, presso le sedi indicate nell'art. 8 del bando di concorso.

(6629)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Costituzione della Commissione esaminatrice del concorso per esami e per titoli a tre posti di geofisico in prova nel ruolo del personale della carriera direttiva dell'Osservatorio geofisico sperimentale di Trieste.

IL PRESIDENTE

DELL'OSSERVATORIO GEOFISICO SPERIMENTALE DI TRIESTE

Veduta la propria disposizione in data 8 dicembre 1965, con la quale è stato bandito un concorso per esami e per titoli a tre posti di geofisico in prova nel ruolo del personale della carriera direttiva dell'Osservatorio geofisico sperimentale di Trieste;

Veduto l'art. 5 del R. O. dell'O. G. S. approvato con decreto interministeriale 11 luglio 1960;

Veduta la deliberazione adottata dal Consiglio di amministrazione dell'O. G. S. nella seduta del 29 luglio 1966, relativa alla costituzione della Commissione esaminatrice del succitato concorso;

Dispone:

La Commissione esaminatrice del concorso per esami e per titoli a tre posti di geofisico in prova nel ruolo del personale della carriera direttiva dell'Osservatorio geofisico sperimentale di Trieste, indetto con disposizione del Presidente dell'O. G. S., in data 8 dicembre 1965, è composta come segue:

Presidente:

Finzi Contini prof. Bruno, ordinario di Fisica teorica alla Università di Trieste.

Membri:

Fonda prof. Luciano, ordinario di Istituzioni di Fisica teorica all'Università di Trieste;

Corazza prof. Gian Carlo, ordinario di campi elettromagnetici e circuiti all'Università di Trieste;

Cester prof. Bruno, astronomo capo all'Osservatorio Astronomico di Trieste;

Mosetti prof. Ferruccio, direttore dell'Osservatorio Geofisico Sperimentale di Trieste.

Eserciterà le funzioni di segretario il dott. Francesco Brunetti, capo di sezione all'Università degli studi di Trieste.

Trieste, addì 10 agosto 1966

Il presidente: Prof. Carlo MORELLI

(6604)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.